



CONFÉRENCE SUR

L'avenir de la démocratie en Europe

ATHÈNES, 1^{ER} ET 2 MARS 2018

RÉSUMÉ



Comité économique et social européen

**Conférence du Président du Comité économique
et social européen sur le thème
L'AVENIR DE LA DEMOCRATIE EN EUROPE
Athènes, Musée de l'Acropole, 1-2 mars 2018**

1^{er} jour – Jeudi 1 mars 2018

9h00-9h30

Enregistrement des participants

9h30-11h00

Ouverture : La démocratie sous pression

Séance d'introduction de la conférence avec la participation de hautes personnalités politiques. Le fil conducteur est un aperçu sur les différentes menaces qui pèsent sur la démocratie européenne et ses valeurs fondamentales.

Président de séance: Georges Dassis, Président du Comité économique et social européen

Orateurs:

- *Efi Achtsioglou, ministre du travail de la République hellénique*
- *Karl-Heinz Lambertz, Président du Comité européen des Régions*

11h00-11h30

Pause café

11h30-13h00

Panel 1 : Marchés ouverts et protectionnisme, Technocratie et démocratie

Ce panel examinera comment la transparence des processus politiques et l'ouverture des marchés peuvent créer une société participative forte et durable. Au nom de l'accroissement de la transparence, une multitude de processus et d'organes de consultation composés de différents acteurs ont été établis dans le but de rapprocher le processus législatif européen du citoyen. Les panélistes examineront les défis et les opportunités liés à ces processus, et comment la surréglementation et la bureaucratization

peuvent être abordés pour développer et maintenir des marchés ouverts et une démocratie solide dans l'UE.

Président de séance: Jacek Krawczyk, Président du Groupe des Employeurs, Comité économique et social européen

Orateurs:

- *Georges Katrougalos, Ministre délégué grec aux affaires européennes*
- *Georges Vernikos, Président du Conseil économique et social grec*
- *Jean-Marie Cambacérès, Président de la Section des affaires européennes et internationales du Conseil économique, social et environnemental français*
- *Sabine Selchow, Research Fellow, Université de Sydney, et Associée de recherche, London School of Economics*
- *Sofia Katsina, Membre du Barreau d'Athènes, membre du Comité exécutif du Conseil économique et social grec*

Débat avec le public

13h00-15h00

Déjeuner

15h00-16h30

Panel 2 : Populisme et inégalités, menaces majeures de la démocratie

Une rhétorique populiste aux formes différentes est en train de se renforcer dans le monde démocratique en Europe et ailleurs. Celle-ci est amplifiée par la montée des inégalités – à tous les niveaux – dans notre société, par les coûts économiques qu'elles entraînent et par les problèmes qu'elles posent à la cohésion sociale et à l'exercice même de la démocratie.

Président de séance: Gabriele Bischoff, Présidente du Groupe des Travailleurs, Comité économique et social européen

Orateurs:

- *Yannis Panagopoulos, Président de la Confédération générale grecque du travail*
- *Michael Hartmann, Professeur émérite de sociologie, Université technique de Darmstadt*
- *Balázs Krémer, Professeur associé, Département de Sociologie et Politique sociale, Université de Debrecen*

• *Efi Bekou, Membre du Comité exécutif, Conseil économique et social grec*
Débat avec le public

16h30-17h00

Conclusions (premier jour)



2^{ème} jour – Vendredi 2 mars 2018

9h30-11h00

Panel 3 : **Fédéralisme européen et Souveraineté nationale**
(première partie)

Le troisième panel se focalise sur un débat de grande envergure sur le possible futur de l'intégration européenne et de l'architecture institutionnelle de l'UE, notamment sur base de l'opposition entre partisans de la construction d'une Europe fédérale et militants pour la souveraineté des nations en Europe.

Président de séance: Luca Jahier, Président du Groupe des Intérêts divers, Comité économique et social européen

Orateurs:

• *Cecilia Wikström, Présidente de la Conférence des présidents des commissions parlementaires, Parlement européen*

- *Patrick Bernasconi, Président du Conseil économique, social et environnemental français*
- *Conny Reuter, Co-président du Groupe de liaison du CESE*
- *Marco Lombardo, Professeur à l'Université de Bologne, Promoteur du "Manifesto de Rome"*
- *Christopher Glück, Président de Jeunes Européens Fédéralistes*

11h00-11h30

Pause café

11h30-12h30

Panel 3 : Fédéralisme européen et Souveraineté nationale
(reprise)

Débat avec le public

12h30-13h00

Conclusions

- *Georges Dassis, Président du Comité économique et social européen*
- *Georges Vernikos, Président du Conseil économique et social grec*



Ouverture: la démocratie sous pression



Les allocutions d'ouverture ont porté principalement sur les différentes menaces qui pèsent sur la démocratie européenne et ses valeurs fondamentales.

Georges Dassis, président du Comité économique et social européen, a ouvert la conférence par la lecture d'une lettre envoyée par le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, saluant les participants. Le président du CESE a souligné le caractère symbolique de l'organisation de cette manifestation au lieu même où la démocratie a vu le jour. Il a en outre évoqué les graves menaces qui pèsent sur nos démocraties modernes, confrontées au populisme, à la haine et au racisme en raison de la crise. Il a conclu en tenant à affirmer que le CESE continuerait à être la maison de la démocratie participative qui promeut la solidarité.

Efi Achtsioglou, ministre du travail de la République hellénique, a abordé la crise économique mondiale et la manière dont celle-ci remet en cause l'essence même de la démocratie et exacerbe les problèmes liés au déficit démocratique au sein de l'UE. Elle a ensuite examiné et critiqué le rôle joué par l'UE, les États membres et les responsables politiques dans l'état actuel de la situation, et souligné l'incapacité à lutter contre les inégalités en s'appuyant sur un système qui, par nature, crée des inégalités, aggrave les disparités entre le Nord et le Sud et les différentes classes sociales. Elle a par ailleurs ajouté que les paradis fiscaux sont des refuges pour les comptes et les biens de l'élite, alors que plusieurs milliards de personnes supportent les coûts de la crise. Mme Achtsioglou a proposé trois priorités principales: favoriser un contrôle plus démocratique, la responsabilisation et la transparence dans la prise de décision avec la participation des

citoyens; élaborer des règles européennes plus strictes pour combattre l'évasion fiscale, les paradis fiscaux et les lanceurs d'alerte, conformément aux règles fondamentales du marché; garantir plus de justice sociale et notamment les droits des travailleurs et les droits sociaux sur le plan individuel et collectif.

Karl-Heinz Lambertz, président du Comité européen des régions, a, dans un premier temps, mis en avant le rôle des deux organes consultatifs de l'Union européenne, qui fournissent des orientations et ouvrent la voie pour les autres institutions. Il a analysé les menaces auxquelles l'UE est confrontée, comme la crise des réfugiés, les taux de chômage élevés et la pauvreté, et a appelé à la solidarité. De plus, M. Lambertz a fait part de sa réprobation concernant le mécanisme de décision à Bruxelles, qui n'a pas permis de trouver des solutions aux problèmes rencontrés par les pays comme la Grèce, et a réclamé l'ouverture aux citoyens de l'UE en vue de rendre la démocratie à sa base, avec des politiques de cohésion et des investissements supplémentaires, et de redéfinir le concept de «demos». Il a conclu en soulignant la nécessité d'une Union européenne socialement juste, forte et novatrice.



George Vernikos, président du Conseil économique et social de Grèce, a souhaité la bienvenue en Grèce aux participants, avant de souligner que l'ensemble des citoyens de l'UE ont à gérer des craintes dans le cadre d'une lutte constante entre civilisation et barbarie. Il a terminé son allocution en remettant au président Dassis le premier prix du dialogue social pour ses efforts constants en faveur de celui-ci.

Georges Dassis a accepté le prix, s'est déclaré très honoré et a remercié le Conseil grec ainsi que ses membres.

Première table ronde: Marchés ouverts et protectionnisme, technocratie contre démocratie

La première table ronde a examiné la manière dont des marchés ouverts et la transparence des processus politiques peuvent déboucher sur une société participative forte et durable. Afin d'améliorer la transparence, de nombreux processus de consultation et organismes réunissant diverses parties prenantes ont été mis en place dans le but de rapprocher le processus législatif européen des citoyens. Les intervenants se sont penchés sur les défis et les possibilités associés à ces processus et sur la manière de lutter contre l'excès de réglementation et la bureaucratisation afin de mettre en place et de garantir des marchés ouverts et une démocratie solide dans l'UE.

Jacek Krawczyk, président du groupe des employeurs du CESE, a ouvert le débat en abordant la question de l'interconnexion existant entre une société ouverte, des marchés ouverts, la transparence et la démocratie, et en partageant sa conviction que l'UE reste l'une des plus grandes réussites en matière de projets démocratiques sur le continent.



Il a également évoqué le Brexit, la renationalisation et le populisme, autant d'évolutions qui contrastent avec la libéralisation du transport aérien et d'autres industries, et les accords commerciaux tels que l'AECG.

Georges Katrougalos, vice-ministre grec des affaires étrangères, a déclaré que la finalité de la technocratie est de soutenir la démocratie. Il a également émis des critiques concernant

le néolibéralisme, qu'il considère comme une menace pour la démocratie, et formulé des observations sur l'orthodoxie financière, la déréglementation du marché et le fait qu'on répète comme un mantra, aujourd'hui largement accepté, qu'il n'existe aucune alternative, alors qu'il n'y a pas de démocratie sans alternatives. Il s'est toutefois posé en ardent défenseur du modèle européen de capitalisme de marché libre, qui constitue un excellent exemple de système réglementé de manière démocratique, qui garantit le droit du travail et les droits sociaux, tout en soulignant que, malheureusement, ce modèle traverse une crise d'identité. En guise de réponse à la crise, il a préconisé de démocratiser les structures de l'UE, de doter l'Union d'un ministre des finances et d'un ministre de la protection sociale et d'organiser des scrutins paneuropéens.

Jean-Marie Cambacérés, président de la section des affaires européennes et internationales du Conseil économique, social et environnemental français, a salué la capacité d'adaptation du gouvernement grec et s'est penché sur le phénomène du populisme, en le comparant à celui des années 30, endémique et qui a fini par prévaloir. Il a ensuite abordé la question des inégalités alimentées par le marché libre et celle de la connotation négative de la technocratie. Il a conclu en formulant quatre propositions: réintroduire l'éducation civique sous l'angle européen dans les programmes scolaires, créer des comités économiques et sociaux, connecter les centres de la société civile et les centres de décision et instaurer des scrutins avec une seule liste paneuropéenne.

Sabine Selchow, chargée de recherche à l'Université de Sydney et associée de recherche à la London School of Economics, a débuté son intervention en soulignant que notre monde est incertain et que les institutions ne sont plus en phase avec nos réalités, ce qui renforce encore la désaffection. Elle s'est ensuite attardée sur le lien entre marché ouvert et démocratie et a insisté sur la nécessité de mettre en place une démocratie substantielle, comme fondement de l'intégration sociale et d'un contexte social stable. Il est de la plus haute importance de promouvoir une culture du débat au-delà du Parlement européen et des autres institutions de l'Union. Elle a toutefois attiré l'attention sur le fait qu'à l'heure où le populisme triomphe, nous avons besoin d'une diversité de compétences, ce qui passe non seulement par différents acteurs, mais aussi par l'apport de différentes disciplines.

Sofia Katsina, membre du Barreau d'Athènes et du comité exécutif du Conseil économique et social de Grèce, a soulevé la question de l'austérité, de l'incapacité de l'Union européenne sous sa forme actuelle de faire face à la crise, ce qui a conduit à un recul des droits démocratiques et des droits sociaux ainsi qu'à de nombreux changements dans la vie des Grecs et des citoyens de l'UE. Elle a déclaré que les principes mêmes de l'UE sont négligés et ignorés sous la pression des fondamentalistes économiques, et que le système ne pourra se maintenir en donnant la priorité au seul ajustement budgétaire. En outre, elle a appuyé l'idée que l'Union européenne devrait se concentrer sur de véritables solutions avec l'aide des technocrates, en clarifiant leur rôle, qui est d'aider sans imposer. Elle a ensuite présenté une étude sur la démocratie appuyant sa position selon laquelle, si les citoyens doivent se contenter d'un débat sans participation, ceux qui ne sont pas en mesure d'y participer s'efforceront de trouver d'autres solutions, qui percent déjà, telles que, par exemple, la cyberdémocratie ou les référendums, avec les risques de dérives que cela implique.

George Vernikos, président du Conseil économique et social de Grèce, a indiqué que les efforts déployés par l'UE pour rapprocher des personnes issues de milieux différents se heurtent à des difficultés qui requièrent des acteurs engagés. Il a souligné le conflit en cours entre l'ancien et le nouveau, faisant référence à un cadre institutionnel datant de la seconde révolution industrielle, incapable de traiter en profondeur les questions du monde moderne, comme la mise en place d'un environnement favorable à l'esprit

d'entreprise ou le renforcement de l'État. En ce qui concerne l'UE, il a insisté sur le fait qu'elle s'appuie sur des valeurs communes et que, sans démocratie, la technocratie n'est pas acceptable.

Deuxième table ronde: Populisme et inégalités, des menaces majeures pour la démocratie

La deuxième table ronde était principalement consacrée à la montée des populismes et à l'augmentation des inégalités en Europe, ainsi qu'au lien existant entre ces deux phénomènes. Une rhétorique populiste diverse connaît une montée en puissance dans le monde démocratique, en Europe comme ailleurs. Cette évolution est renforcée par l'augmentation des inégalités à tous les niveaux dans notre société, par le coût économique qu'elles génèrent et les problèmes qu'elles posent sur le plan de la cohésion sociale et de l'exercice même de la démocratie.

Gabriele Bischoff, présidente du groupe des travailleurs du CESE, a ouvert la discussion en affirmant que le populisme et les inégalités sont autant de menaces pour la démocratie. Elle a expliqué que le populisme peut avoir différentes significations selon l'orientation politique. Il peut être caractérisé par trois éléments: une relation conflictuelle par rapport à l'élite ; la construction d'une identité nationale fondée sur l'exclusion de l'autre ; et le fait que les populistes se posent en uniques représentants des véritables intérêts des citoyens et affirment que tous les autres partis politiques ne comprennent pas leurs besoins et leurs attentes. Or la mobilisation populiste est souvent le fruit d'une approche descendante et non celui d'une action collective.

Michael Hartmann, professeur émérite de sociologie à l'Université technique de Darmstadt, a expliqué que la grande majorité des élites dans presque tous les pays industrialisés a mis en œuvre, au cours des trois dernières décennies, des politiques visant à déréglementer les marchés financier et du travail afin de diminuer les impôts sur les revenus élevés et sur les sociétés, et à réduire les services sociaux pour la majeure partie de la population. Il a déclaré que la classe moyenne avait perdu le niveau des prestations sociales dont elle jouissait avant la Première Guerre mondiale, ce qui montre à quel point les inégalités ont augmenté. En outre, les politiques ainsi mises en œuvre avec le soutien des médias ont toujours été présentées comme sans alternatives. Les citoyens ont commencé à croire qu'ils ne peuvent plus avoir confiance en leur élite politique, ce qui n'est pas bon pour la démocratie, qui se fonde sur la confiance à l'égard des partis politiques.

Balázs Krémer, professeur associé de sociologie et politique sociale à l'Université de Debrecen, a souligné que la question des inégalités est étroitement liée à celle de la

pauvreté. Selon les analyses des économistes, le déclin de la classe moyenne et les pertes qu'elles a subies au cours de ces trente dernières années doivent être compensés d'une manière ou d'une autre par le consumérisme et le recours aux crédits et aux hypothèques. Le professeur Krémer a expliqué que la classe moyenne a perdu sa confiance en elle et la possibilité d'exercer une influence sur les situations et les processus. Ce déclin est aussi dû à la répartition budgétaire et à la fiscalité. D'autre part, la communication est devenue plus rapide et manipulatrice, une évolution en contradiction avec les décisions politiques, qui doivent être prises en temps utile, à l'issue d'un lent processus en différentes étapes et prévoyant l'évaluation des conséquences des décisions prises.

Yannis Panagopoulos, président de la Confédération générale des travailleurs de Grèce, a d'abord rappelé que le dénominateur commun de tous les populistes, renforcé encore par les politiques d'austérité, est qu'ils sont contre l'Europe et contre le pacte social, et qu'ils prétendent être les seuls véritables représentants du peuple. Selon M. Panagopoulos, le triomphe du populisme en Europe est dû aux inégalités, à l'insécurité, au chômage, à la déréglementation des relations du travail et au démantèlement de l'État providence. Il a souligné l'importance, pour que l'Europe ait un avenir, de changer radicalement le modèle économique et l'architecture de la gouvernance de l'UE, et



d'évoluer vers le fédéralisme. Il a conclu que l'Europe doit aider les travailleurs les plus faibles du marché du travail et qu'elle devrait mettre en place un salaire minimum pour lutter contre les inégalités et la pauvreté et créer des emplois de qualité.

Efi Bekou, membre du comité exécutif du Conseil économique et social de Grèce a souligné que le respect des principes de l'égalité entre les femmes et les hommes est un outil de première importance en faveur de la démocratie, mais que les acquis européen et nationaux ne sont pas toujours appliqués dans la pratique. Les écarts entre les hommes et les femmes en ce qui concerne leur rôle dans la société et sur le marché du travail persistent, et il existe d'importantes différences de rémunération. Elle a évoqué la violence, la prostitution et la traite des femmes, d'énormes problèmes qui doivent être résolus, et a appelé de ses vœux une participation égale au processus décisionnel. Selon Mme Bekou, le populisme est incompatible avec le féminisme et alimente le paternalisme. Il importe donc que les femmes consolident leurs droits afin de permettre à la démocratie de mieux fonctionner.

Troisième table ronde: Fédéralisme européen et souveraineté nationale

La troisième table ronde portait sur les scénarios possibles pour l'avenir de l'intégration européenne et de l'architecture institutionnelle de l'UE, compte tenu de la différence des points de vue entre les partisans de la construction d'une Europe fédérale et ceux de la souveraineté des nations en Europe.



Luca Jahier, président du groupe III du CESE, a présidé cette table ronde. Il a lancé le débat en déclarant avoir toujours milité en faveur du fédéralisme et a rappelé qu'en vertu de l'article 1 du traité sur l'UE, nous sommes tenus de mettre tout en œuvre pour créer une Union plus étroite. Selon lui, cela se traduit par l'obligation de prendre des décisions à un niveau proche des citoyens. Il a souligné la nature artificielle du dilemme entre fédéralisme et État souverain. Étant donné que nous vivons dans un monde globalisé, il faut viser l'équilibre à tous les niveaux: local, régional, international. M. Jahier a insisté sur la nécessité de répondre au besoin de sécurité des citoyens. Ne pas le faire reviendrait à encourager le populisme.

Cecilia Wikström, présidente de la Conférence des présidents des commissions du Parlement européen, a indiqué que l'UE devrait s'appuyer davantage sur les expériences des citoyens dans le cadre de l'élaboration des futures législations. Elle a estimé que l'Union n'avait pas réussi à communiquer sur ses réussites auprès des citoyens, ce qui expliquerait cette montée du populisme et du nationalisme. Mme Wikström s'est déclarée une fervente partisane d'une Europe fédérale et a estimé que la Commission doit être un moteur d'intégration et de coopération. La non-participation affaiblit le

pouvoir décisif du Conseil. Il importe toutefois de renforcer notre coopération car elle engendrera une plus grande solidarité.

Patrick Bernasconi, président du Conseil économique, social et environnemental français, a déclaré qu'il n'est pas possible d'aller de l'avant sans des États souverains. Dans le même temps, les institutions européennes doivent travailler au bénéfice des citoyens. Il a proposé de faire preuve de mesure en s'efforçant de parvenir à un équilibre entre le fédéralisme et les États souverains. M. Bernasconi a aussi suggéré que le Conseil devait faire preuve de davantage d'ouverture et de souplesse. Selon lui, il n'y a pas lieu d'abolir l'UE parce que celle-ci a échoué sur le plan des questions sociales, mais bien de remédier à cette situation. Les responsables politiques de l'UE devraient sortir de leur cage dorée et promouvoir la paix, la sécurité et la prospérité. M. Bernasconi a conclu que l'UE devrait cesser d'imprimer des documents et commencer à écouter ses citoyens.

Conny Reuter, coprésident du Groupe de liaison du CESE, a souligné que les égoïsmes nationaux ont le vent en poupe et que, par conséquent, la démocratie ne doit pas être tenue pour acquise. Il a précisé que nous vivons une époque de nationalisme social et que de nombreux citoyens européens estiment que les questions sociales devraient être résolues au niveau national. M. Reuter a fait part de sa satisfaction à l'égard de la déclaration sur le socle des droits sociaux ainsi que de son souhait que cette avancée favorise une convergence vers le haut. Il a en outre affirmé que c'est en respectant les traités que nous parviendrons à la cohésion sociale et territoriale. M. Reuter a conclu en se demandant si nous avons réellement tiré les enseignements du fait que la Grèce a souffert des politiques d'austérité, et en estimant que l'UE devait veiller à ce que les citoyens se sentent protégés.

Marco Lombardo, professeur à l'université de Bologne et promoteur du «Manifeste de Rome», a décrit ce qu'il a ressenti en voyant le Parthénon et déclaré que la beauté du monument avait éclairé son âme. Il a ensuite fait une allégorie et comparé le Parthénon à l'UE en suggérant que, si le Parthénon a pu résister aux changements, aux phénomènes naturels et aux tremblements de terre financiers, c'est parce que le poids de ses piliers a été réparti de manière égale et que tous les piliers se trouvent à égale distance les uns des autres. C'est la raison pour laquelle le traité de Maastricht ne peut tenir debout. M. Lombardo a présenté brièvement le processus décisionnel européen dans chaque pilier de l'UE et souligné que la démocratie européenne est en crise parce qu'elle n'a pas tenu compte de la citoyenneté, qui repose sur nos valeurs communes. Enfin, il a insisté sur la nécessité de réviser le contrat social, d'investir dans l'éducation et de veiller à une véritable séparation des pouvoirs au sein de l'UE.

Christopher Glück, président des Jeunes Européens fédéralistes, a constaté que Bruxelles et toutes les capitales européennes se reposent sur leurs lauriers. Il a contesté l'opinion générale selon laquelle tous nos problèmes seront résolus si nous améliorons l'économie, et estimé que les questions brûlantes ne manquent pas actuellement en

Europe. Les gens ne se sentent plus en sécurité et sont forcés d'émigrer pour trouver un emploi. Il a attiré à cet égard l'attention sur le sentiment régnant que l'Union européenne n'apporte pas suffisamment de réponses aux problèmes découlant de la mondialisation. M. Glück a insisté sur la nécessité de définir qui est responsable de la prise de décision en Europe. L'Union a besoin d'un ministre européen de l'économie, la zone euro étant incomplète en l'état.

Conclusions

À la fin de la conférence, le président du CESE, **M. Georges Dassis**, a tiré les **conclusions** de cette conférence de deux jours.

En ce qui concerne la **première table ronde de discussions** consacrée aux marchés ouverts et à la question du rapport entre protectionnisme/technocratie d'une part et démocratie d'autre part, M. Dassis a affirmé que, sur la base des points de vue exprimés au cours de cette conférence, il est évident que nous avons besoin de marchés ouverts et que nous ne pouvons pas accepter le protectionnisme au sein de l'UE. Concernant les relations commerciales de l'UE avec d'autres pays, il a souligné que tout accord doit faire l'objet d'un examen approfondi et qu'à cet égard, l'AECG s'avère un bon exemple. M. Dassis a insisté sur le fait qu'un marché unique ne suffit pas pour garantir le bien-être de la société dans son ensemble et que, pour cette raison, il importe de mettre en place des réglementations à l'échelon européen. Sans cela, les plus riches le deviendront encore plus, au détriment du reste de la société.

Concernant la **deuxième table ronde de discussions** sur le populisme et les inégalités menaçant gravement la démocratie, le président a conclu que nous ne pouvons pas lutter contre le populisme seulement avec des mots. Les gens qui vivent dans la misère sont disposés à croire tout ce qu'on leur dit. La solution est à rechercher du côté des politiques sociales; nous devons investir dans des politiques qui apportent la liberté et la prospérité. M. Dassis a également insisté sur l'importance d'instaurer un revenu minimum dans tous les États membres, qui serait adapté à la réalité de chaque pays. Les inégalités sont sources d'incertitude et il importe de lutter contre toutes les inégalités, y compris celles entre les hommes et les femmes.

S'agissant de la **troisième table ronde de discussions** sur le fédéralisme et la souveraineté nationale, M. Dassis a déclaré qu'une Europe en paix était une Europe fédérale. Les citoyens recherchent la sécurité et ont tendance à croire tous ceux qui la leur promettent en leur mentant et en les manipulant. Le socle des droits sociaux doit dépasser le stade de la déclaration: il doit être signé par tous les États membres et devenir juridiquement contraignant. Il a estimé que le moment est venu pour nous de définir la notion de démocratie participative et s'est interrogé sur la proportion des

Européens sachant comment utiliser les nouvelles technologies. M. Dassis a expliqué que le CESE et les organisations de la société civile assurent une grande part de démocratie participative en Europe. Il a toutefois souligné l'importance pour l'UE de se doter d'un ministre européen des finances, l'Eurogroupe n'étant soumis à aucune forme de contrôle parlementaire.

Le président du CESE a conclu que nous ne devrions pas permettre que le principe de subsidiarité serve d'excuse pour ne pas faire avancer les choses. Il importe de proposer des mesures qui touchent directement les citoyens. Pour que la citoyenneté européenne devienne une réalité, l'Europe doit être proche des citoyens. Il a ajouté qu'il est tout à fait regrettable que le Parlement européen n'ait pas de pouvoir de décision concernant l'élection du président de la Commission: c'est le Parlement et non le Conseil qui devrait pouvoir décider.

M. Dassis a fait référence à la nationalisation des affaires européennes, constatant que tout le monde parle de problèmes nationaux, et non européens. De quel type de souveraineté parlons-nous? Au vu du besoin de prêts et du risque de voir de nouvelles guerres éclater, M. Dassis s'est interrogé sur la capacité des États membres à apporter une réponse unilatérale, comparé notamment aux moyens dont disposent de grands pays comme la Russie, les États-Unis et la Chine. Le président du Comité a rappelé que notre seule



force réside dans la défense de nos intérêts communs et que, si nous n'en prenons pas conscience, ce sera la fin de notre Union. Il a conclu que notre intérêt passe par une Europe libre et démocratique.

M. George Vernikos, président du Conseil économique et social de Grèce, a formulé ses observations finales et souligné combien il est étonnant que plus que 200 ans après la Révolution

française, nous en sommes toujours à débattre des valeurs d'égalité, de liberté et de fraternité. L'Europe produit 24 % du PIB mondial et fournit 50 % des fonds alloués aux politiques sociales. Il a insisté sur l'importance de l'engagement en faveur dialogue social et du droit de douter, de contester et de s'efforcer d'être efficace. Les organisations de la société civile sont un outil à la disposition des citoyens désireux de promouvoir la responsabilisation. Elles sont des outils nécessaires pour que chacun puisse aller de l'avant dans un monde globalisé. Il convient d'assurer une participation équitable de tous les citoyens. Il a conclu en soulignant que c'est le dialogue social qui incite les gens à sortir d'un isolement basé sur la peur.



Comité économique et social européen

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et Publications"

EESC-2018-36-FR

www.eesc.europa.eu

© Union européenne, 2018

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.



Print
QE-02-18-530-FR-C
ISBN 978-92-830-4040-8
doi:10.2864/707351

Online
QE-02-18-530-FR-N
ISBN 978-92-830-4042-2
doi:10.2864/7246

FR